L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DES ANNONCES JUDICIAIRES:—NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 9 DECEMBRE 1846.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR
MAGNE & WHISSEL,
No. 81, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 9 DECEMBRE 1846.

FEDERALISTES

Depuis quelque tems déjà, les journaux locofocos, à l'exemple de l'*Union*, ont adopté une nouvelle tactique. Irrités des succès des whigs, désespérés de ne pouvoir lutter à armes égales avec leurs confrères de cette opinion, ces journaux se sont mis à faire revivre un nom qui a été de tems à autre appliqué à notre parti, mais dont le bon sens populaire paraissait avoir fait justice. Ils nous appellent "Fédéralistes," et n'emploient cette épithète que parce qu'elle leur paraît la plus grosse des injures pour de véritables Républicains. Elle a reçu pour eux une sorte de consécration depuis que l'organe officiel a pris l'habitude de s'en servir, et presque aucun d'eux ne s'en fait faute à l'heure qu'il est. Beaucoup d'entre eux l'emploient, qui ne savent pas même quelle en est la valeur. Mais que leur importe ! Ils croient insulter leurs adversaires, n'est-ce pas tout ce qu'il leur faut ?

Nous ne savons pas du reste jusqu'à quel point cette habitude, désormais prise, des journaux locofocos peut être agréable à certains membres éminens du parti de l'administration. Qu'en pense par exemple l'honorable secrétaire d'Etat ? Ne doit-il pas souffrir de voir ainsi prostituer un titre dont il était jadis si fier ? Lui qui se faisait gloire d'être *Fédéraliste*, lui le démocratique s'il avait dans les veines une goutte de sang *démocratique*, il l'en voudrait faire sur le champ, sortir, que dis-je lorsqu'il voit le nom qu'il regarde comme injurieux appliqué au parti même qu'il combat ! Ne serait-il point pour son cœur une amère douleur, une sanglante rancune ? Et Messieurs ROGER B. TANEY, HENRY HUBBARD, WM. WILKINS, RICHARD RUSH, JOHN K. KANE, LOUIS MCLANE, ces compères du Fédéralisme, et tant d'autres que nous pourrions nommer, magnifiques francs Fédéralistes, auraient-ils accepté sans moins dévouées, que disent-ils de l'empressement avec lequel le respectable éditeur de l'*Union* leur enlève leur ancien nom pour l'appliquer comme le terme de mépris le plus odieux à ces pauvres whigs qui n'en peuvent mais ? Nous serions assez curieux de le savoir.

Quoiqu'il en soit, nous attachons pour notre part très peu d'importance à cette injurieuse épithète. Il y a longtemps que le terme *Fédéraliste* a perdu toute sa signification : il n'a point survécu au parti qu'il désignait, et quant au nom même de *Democrate*, il s'est singulièrement modifié dans ces dernières années. Ceux qui réclament aujourd'hui cette glorieuse appellation ont une patrimoine exclusif, sont, en ce moment bien autrement près que le parti whig, de nombreux griefs à faire valoir que ces mêmes hommes exercés du Fédéralisme ; et la persistance qu'ils mettent à le qualifier de *fédéraliste* pourrait bien n'avoir d'autre but que de donner le change à l'opinion publique. Ils espèrent faire tomber sur ces mots, lorsque d'impopularité qu'attache enfin un nom, et ressaisir ainsi, grâce à cette ruse grossière, une partie de la faveur des masses qui s'est chaque jour à les abandonner. Nous doutons qu'ils y réussissent cette fois ; car chaque jour le bon sens de la population s'éclaire et sur les choses et sur les hommes, on lui fait moins facilement accepter des épithètes sonores ; elle s'inquiète un peu plus des principes et des systèmes ; elle ne se paie plus simplement de *mots*, surtout lorsque ces mots n'ont rien de sens. Nos adversaires ont eu déjà quelques preuves de ce progrès ; et l'avenir, nous l'espérons, en réserve de plus frappantes encore.

Consul au Mexique. Decidément les correspondances de Washington s'accordent à confirmer la réalité des négociations *non-officielles* qui se poursuivent entre M. Buchanan et un agent mexicain ; et l'on serait même tenté de croire que ces négociations pourront arriver à bien. Le correspondant du *Courrier* de Charleston dit positivement que "l'agent mexicain a été formellement autorisé par son gouvernement à déclarer que les propositions faites par les Etats-Unis étaient prises en considération", et ce correspondant ajoute que, "s'il en croit sa propre impression, tout aussi bien que ce que disent autour de lui des hommes impartiaux et expérimentés, les mouvements maritimes et militaires qui se préparent, ne seront point poussés à bout".

Le *Journal de Commerce* de New-York qui est toujours bien renseigné, donne les détails suivans sur ce qui s'est passé à Washington :

"Le général Scott avait dit, il y a quelque tems, qu'il ne tenterait au service actif que dans le cas où le gouvernement se trouverait dans l'embarras. Or il ne s'est trouvé personne et l'on n'est adressé à lui. Les hommes politiques, et le général Taylor lui-même, sont d'opinion que la démonstration sur Monterey est d'un bon et sage, mais une erreur ; ils sont convaincus qu'elle ne pouvait donner un résultat capable de compromettre en rien l'honneur et l'argent qu'a coûté la campagne ; ils croient pouvoir le général Taylor a causé de ses succès tout aussi absurde que de généraliser tout ce qui est extraordinaire, ils disent que c'est à lui en conséquence abandonner sur ses ressources pour une expédition entreprise, ils disent de ce à ses risques et périls, et qu'il ne doit pas compter sur le gouvernement qui se soit veut aller à San Luis et prendre Mexico, la véritable route est celle de Tampico et après beaucoup d'hésitation c'est la sans doute qu'il a été décidé à diriger l'armée d'après une nouvelle organisation, comme dit l'*Union*, et à demander le concours du général Scott.

Du reste quoi est le but du gouvernement dans la guerre du Mexique ? Que veut-il ? A quoi vise-t-il ? Est-ce ce qu'on ignore, ce que l'on n'entrevoit même pas, et c'est à tenir sans doute à ce qu'il n'a pas d'idées bien arrêtées à ce sujet. Rien n'est probablement décidé et on s'en remettra comme toujours au hazard des circonstances si le Congrès mexicain qui va se réunir montre quelque disposition à accueillir des ouvertures pacifiques, l'administration sera toute à cette affaire et traitera des conditions équitables, et n'osera pas demander la moitié du territoire mexicain".

Enfin, comme on le voit, le *Journal du Commerce* ne sait disposé, aussi bien que le *Courier* de Charleston, à croire à la pacification ; mais d'autres journaux sont loin de partager la même confiance. Ainsi, par exemple, la *Gazette des Etats-Unis* de Philadelphie, sur l'autorité d'une personne qui approche le pouvoir, affirme que les préparatifs militaires sont fort sérieux et qu'ils auront pour effet une démonstration énergique, qui mettra en six mois fin à la guerre.

"Le général Scott a déclaré au cabinet, dit le correspondant de la *Gazette des Etats-Unis*, que si on lui confiait la direction générale de la guerre contre le Mexique, il l'achèverait au mois de juillet prochain avec un surplus de dépense de 25,000,000. Le général a fait ses calculs et paraît certain de ce qu'il dit. Il a de l'expérience, du jugement et de l'habileté, et ne saurait se tromper en matière aussi importante."

Suivant une autre opinion, mentionnée aussi par la *Gazette*, l'envoi du général Scott aurait au contraire pour but de tacher la conclusion d'un armistice. On le croit plus propre qu'un autre général à traiter d'un arrangement que serait que l'avant-coureur d'une pacification positive. On paraît, dit-on, espérer en haut lieu qu'une démarche significative sera faite immédiatement par le gouvernement Mexicain ; et cet espoir n'est sans doute pas sans raison. Nous verrons des diverses conjectures que nous venons d'exposer, quelle est celle que le temps réalisera.

Nouvelle Révolution. Le gouverneur Johnson a reçu hier du département de la guerre, une lettre qui l'invite à procéder dans l'Etat de la Louisiane, pour ce que la chose puisse se faire vite, à la levée d'un bataillon d'infanterie, composé de cinq compagnies dont deux ou trois pourront être organisées sur le pied de cavalerie. Ce bataillon devra servir pendant toute la durée de la guerre du Mexique à moins qu'il ne soit licencié plus tôt. L'état-major et la composition des compagnies sont les mêmes que d'ordinaire. Les compagnies devront avoir au moins soixante quarte hommes effectifs. Elles ne pourront être admises au service qu'à cette condition. Le lieu de rendez-vous qui à la Nouvelle-Orléans, et c'est dans cette ville que le bataillon sera enrôlé.

☞ Nous empruntons aujourd'hui à la *Presse* un excellent morceau d'histoire contemporaine qui sera, nous l'espérons, apprécié par nos lecteurs. C'est une sorte d'introduction aux événemens qui se préparent dans la Colombie.

☞ Le *Herald* de New-York qui, depuis un certain tems, prend des allures tout à fait indépendantes, contient la plaisanterie suivante, au fond de laquelle il y a beaucoup de vérité :

"On croit que M. Polk, dans son prochain message, maintiera sur notre droit à tout le Mexique comme évident et incontestable. Ce sera le moyen le plus prompt pour arriver à un arrangement par le partage du territoire".

Iowa. Ce nouvel Etat fait de grandes dépenses pour embellir sa capitale Iowa City le "Capitole" qui doit recevoir la législature et l'exécutif est un magnifique édifice dont la façade est tout en marbre. Il a déjà coûté $80,000 et demandera encore plus de $20,000 pour être achevé.

Atlantic. Les journaux de New-York sont remplis de détails sur le naufrage de ce beau steamer ; ils n'ajoutent presque rien d'intéressant à ce que nous avons raconté hier. Cette épouvantable catastrophe peut se résumer ainsi : tous ceux qui ont touché le rivage, se sont sauvés ; tous ceux qui ont été jetés sur les rochers, ont été tués ; les planches, les bateaux, les *life-preservers* ont été presque inutiles. On a jusqu'à présent retrouvé vingt-neuf cadavres, et l'on croit que ce n'est pas tout. Le bateau était assuré pour $70,000, et l'on pense sauver la machine en bon état.

Washington. Les journaux de Washington annoncent chaque jour l'arrivée de nouveaux membres du Congrès. Ils citent entre autres M. Allen, sénateur de l'Ohio ; et les représentans Chase du Tennessee, Owen de l'Indiana, et Hilliard de l'Alabama. Le Vice-Président des Etats-Unis et sa famille sont de retour à Washington.

Chronique Locale.

Le Conseil Général se réunit cette après-midi à cinq heures.

Première cour de district.—Cette Cour a été hier occupée à entendre des témoins dans diverses causes civiles. Le shérif a effectué le tirage, d'un jury pour le mois courant, et la liste sera lue demain à l'ouverture de l'audience.

Vol avec effraction.—Un nommé John Sebastfut a été arrêté hier sous l'inculpation d'avoir pénétré lundi soir dans la maison de Mme Catherine Broad, rue Conti, No. 89, et d'avoir soustrait d'une malle qu'il a forcée, une somme de vingt piastres et divers autres objets. Sebastfut n'a subi qu'un commencement d'interrogatoire devant le recorder Génois.

On a ramené hier devant le recorder Génois, William McLaughlin, accusé de vol, lequel avait jugé convenable de prendre la clef des champs. McLaughlin, prévenu d'avoir enlevé une caisse de marchandises du navire Atlantic, avait fourni caution pour comparaître devant la Première Cour de District. Il a été envoyé à la prison de paroisse pour y attendre le jour de son jugement.

Le recorder Baldwin a déchargé hier, honorablement, M. A. H. Jaudon, contre qui M. O'Meara avait porté une plainte en escroquerie. Il a été prouvé que M. Jaudon n'avait pu avoir l'intention de frauder le plaignant, lequel, du reste, a obtenu immédiatement le remboursement de la faible somme qu'il réclamait.

Enquête.—Une enquête a été tenue hier par le coroner Spedden sur le corps de Joseph A. Myrick, volontaire dans le régiment de cavalerie du colonel Marshall, trouvé mort à bord du bateau à vapeur Thomas Jefferson. Verdict : "Mort d'une gastrite." Il était du comté de Gallatin, Kentucky.

Conseil de la Municipalité No. 2.—Mardi soir.—La séance du Conseil a eu lieu conformément à l'ajournement. Le recorder Baldwin est au tauteuil.

Le rapport hebdomadaire du trésorier se lit comme suit :

Balance en caisse mardi dernier,	$15 44 cts.
Montant des amendes reçues,	52 50
	$67 74
Balance en caisse ce jour,	$67 74

Le secrétaire donne lecture d'un message du maire, refusant de sanctionner la résolution adoptée dernièrement par le Conseil, qui autorise l'avocat de la municipalité de ne pas poursuivre les cochers de voitures publiques qui stationneront vis-à-vis de l'Hôtel St.-Charles.

M. Davern propose que le Conseil persiste dans l'adoption de cette résolution, nonobstant le véto du maire. Cette proposition est repoussée par 6 voix contre 6. M. Reynolds demande alors que ce message soit déposé indéfiniment sur le bureau ; mais cette motion est encore repoussée par 7 voix contre 5

Une communication du secrétaire du Conseil-Général, informant que ce corps a approuvé les comptes du Shérif Lewis, s'élevant à la somme de $3,215 40, pour réparation qu'il a fait faire aux cours de justice et à la prison de paroisse. Cette communication est référée au comité des finances.

Le comptroleur informe le Conseil qu'il a adjugé pour l'année 1847, le marché Poydras à M. J. Fournié, pour la somme de $28,000 ; le marché Ste-Marie à M. Andrew Kerkhan pour la somme de $25,550 ; et le marché aux légumes à M. Jacob Mehlo, pour la somme de $2,150.

Le secrétaire donne lecture d'une communication de la compagnie et banque du Commerce, proposant de fournir de l'eau aux pauvres de cette municipalité, sans gratification aucune de la corporation.

Cette communication est référée à un comité spécial composé de MM Jamieson, Smith et Goodin.

Une communication de M. Isley, relative à certaines accusations portées contre lui par McCerran, est lue et déposée sur le bureau indéfiniment.

La résolution de M. Reynolds, portant que les biens saisis par le shérif de la paroisse d'Orléans, pour matière à jugement obtenue contre la Seconde Municipalité, le jugement de *mots*, surtout lorsque ces mots n'ont rien de sens. Nos adversaires ont eu déjà quelques preuves de ce progrès ; et l'avenir, nous l'espérons, en réserve de plus frappantes encore.

Conseil de Municipalité No. 2.—Mardi soir.—La séance du Conseil a eu lieu conformément à l'ajournement. Le recorder Baldwin est au tauteuil.

Le rapport hebdomadaire du trésorier se lit comme suit :

Balance en caisse mardi dernier,	$15 44 cts.
Montant des amendes reçues,	52 50
	$67 74
Balance en caisse ce jour,	$67 74

Le secrétaire donne lecture d'un message du maire, refusant de sanctionner la résolution adoptée dernièrement par le Conseil, qui autorise l'avocat de la municipalité de ne pas poursuivre les cochers de voitures publiques qui stationneront vis-à-vis de l'Hôtel St.-Charles.

M. Davern propose que le Conseil persiste dans l'adoption de cette résolution, nonobstant le véto du maire. Cette proposition est repoussée par 6 voix contre 6. M. Reynolds demande alors que ce message soit déposé indéfiniment sur le bureau ; mais cette motion est encore repoussée par 7 voix contre 5

Une communication du secrétaire du Conseil-Général, informant que ce corps a approuvé les comptes du Shérif Lewis, s'élevant à la somme de $3,215 40, pour réparation qu'il a fait faire aux cours de justice et à la prison de paroisse. Cette communication est référée au comité des finances.

Le comptroleur informe le Conseil qu'il a adjugé pour l'année 1847, le marché Poydras à M. J. Fournié, pour la somme de $28,000 ; le marché Ste-Marie à M. Andrew Kerkhan pour la somme de $25,550 ; et le marché aux légumes à M. Jacob Mehlo, pour la somme de $2,150.

Le secrétaire donne lecture d'une communication de la compagnie et banque du Commerce, proposant de fournir de l'eau aux pauvres de cette municipalité, sans gratification aucune de la corporation.

Cette communication est référée à un comité spécial composé de MM Jamieson, Smith et Goodin.

Une communication de M. Isley, relative à certaines accusations portées contre lui par McCerran, est lue et déposée sur le bureau indéfiniment.

La résolution de M. Reynolds, portant que les biens saisis par le shérif de la paroisse d'Orléans, pour matière à jugement obtenue contre la Seconde Municipalité, le jugement de la banque de la Louisiane, ainsi que par MM. Robb et Hodge, soient mis en vente le troisième lundi de janvier prochain, avec la condition imposée aux acquéreurs de payer un tiers du prix comptant et le reste en billets endossés à la satisfaction du Conseil, est prise en considération.

Sur motion de M. Reynolds, la dite résolution est déposée sur le bureau indéfiniment.

La résolution de M. Jamieson, imposant une taxe, pour l'année courante, de $10 par 1000 sur les propriétés foncières, et de $5 par tête d'esclaves, est ensuite prise en considération.

Cette résolution donne lieu à un débat fort animé. Elle est enfin adoptée par sept voix contre deux.

Peu après, le Conseil s'ajourne.

Charleston.—Les volontaires de cette ville qui se proposent d'aller rejoindre l'armée, sont campés sur l'île de la Citadelle et donnent à leur campement le nom de "Camp Butler." Ils commencent de suite l'apprentissage de la guerre.

Affaire Van Ness.—Cette affaire se continue toujours, et la décision en paraît être encore éloignée. Les témoignages reçus rendent d'ailleurs le résultat fort douteux.

New-York.—Le rapporteur de l'*Union* au Congrès, le Dr. Houston et M. Atwill, de New-York, se rencontrent un samedi dans une rue de cette ville ; et ce dernier adjudante à l'autre un bon coup de canne de coups de baleine. Il paraît que M. Houston s'était permis quelques remarques peu convenables sur les assiduités de M. Atwill auprès d'une dame, dont le mari voyage dans le Midi.

Poudre-papier.—Les corps savans s'occupent avec sérieusement en France de la poudre-coton et des autres matières fulminantes que peuvent produire la chimie. Ces corps ont le bon esprit de ne pas s'engouer trop vite des résultats obtenus et de constater avant tout les expériences bien faites, sauf à en tirer plus tard des applications utiles. Voici ce que nous trouvons dans le compte-rendu d'une des dernières séances de l'Académie des Sciences :

Poudre de coton, ou xyloïdine—A l'occasion d'une communication d'un savant allemand sur la poudre de coton, M. Pelouze a bien voulu donner devant l'Académie quelques détails sur la xyloïdine, dont il est l'inventeur, et qui paraît être le principe de tous les composés fulminans qu'on a essayé de faire avec le coton, avec le ligneux et les autres substances analogues. De nouvelles expérences ont donc été faites avec du papier rendu fulminant au moyen de l'acide nitrique, et le résultat paraît cette fois bien digne d'intérêt. Tous les papiers ne sont pas également convenables pour cette préparation. Ainsi, avec le papier-ministre on est sûr de réussir, pourvu que l'acide nitrique soit assez concentré, c'est à dire qu'il ne contienne pas au tout ce que l'on appelle de l'eau. On peut même, avec l'acide nitrique ordinaire, obtenir de bons résultats, si on le mêle d'abord avec de l'acide sulfurique, qui lui enlève son excès d'eau. Quand le papier a séjourné pendant vingt minutes dans le mélange d'acides, on le retire, on le lave bien, et on le fait sécher ; c'est alors une matière fulminante capable de s'enflammer à la température de 180 degrés. Un seul décigramme de ce papier suffit pour charger un pistolet, et la balle est lancée avec tant de force, qu'une planche a été percée à cinquante pas. On a remarqué d'ailleurs qu'avec les armes construites spécialement pour éviter l'emploi des amorces fulminantes, le papier inflammable a pris feu par le simple effet de la compression de l'air. Il résulte de là qu'avec 50 feuillets contenus dans un portefeuille de 10 à 13 centimètres de côté, on pourrait tirer 200 coups de pistolet.

MM. Piobert et Morin, qui appartiennent au corps de l'artillerie, en même temps qu'à l'Institut, ont protesté contre les conséquences qu'on pourrait tirer prématurément de ces expériences qui, disent-ils, ne sont nullement comparatives, et qui ne seraient vraiment concluantes que si on les faisait sur la grande échelle industrielle comme lorsqu'il s'agit de déterminer la force de la poudre. Ils ont, d'ailleurs, signalé quelques inconvéniens dans l'emploi de ces nouvelles matières inflammables ; c'est d'abord, pour le coton, un excès de volume qui n'en permettrait pas l'emploi dans les armées ; en second lieu, c'est la facilité avec laquelle les gaz s'échappent entre la balle et le canon de l'arme sans chasser la balle ; en troisième lieu, enfin, c'est le danger de voir rester dans l'arme le papier demi enflammé des cartouches, lequel ne manquerait pas de causer une explosion quand on chargerait de nouveau. M. Piobert dit en outre avoir vu les nouvelles substances fulminantes s'enflammer d'elles-mêmes dans l'étuve où on les séchait à la température de 100 degrés, ce qui serait encore une cause bien réelle de danger.

Le navire des Etats-Unis qui est entré à Pensacole le 5 et que l'on avait pris pour le *Boston*, n'est autre que la corvette *St. Mary*. C'est là ce qu'affirme le correspondant du Register de Mobile.

Candidats a la Présidence.—Plusieurs journaux whigs de l'Ohio recommandent vivement pour la prochaine candidature présidentielle l'honorable Th. Corwin, actuellement sénateur de l'Ohio au Congrès.

D'un autre coté une lettre d'Elwood Fisher, citoyen éminent du comté de Hamilton (Ohio), propose John C. Calhoun.

Vote populaire.—Le *Herald* de New-York fait un relevé du vote populaire dans les élections qui ont eu lieu récemment et le compare avec le même vote à l'élection présidentielle. En 1844, les dix-sept Etats qui viennent de voter, donnaient aux locofocos une majorité de 13,441 voix ; ils en donnent maintenant une de 21,803 aux whigs ; d'où il suit que ces derniers ont réalisé un gain de 35,314 voix. Le vote total dans ces 17 Etats a été cette année d'environ seize cent mille voix ; et se trouve de près de quatre cent mille voix inférieur à celui de l'élection présidentielle.

Malle du Sud.—A partir du 1er décembre, le service des bateaux à vapeur entre Philadelphie et Baltimore cesse pour l'hyver, et il ne reste plus maintenant que la communication par les chemins de fer, qui n'est ouverte que six mois sur douze. La malle en souffrira sans doute ; cependant on n'avait pas besoin de cela.

AMERIQUE DU SUD.

Expedition du General Flores.

Le général Flores a organisé en Espagne et il recrute en Angleterre une petite armée à la tête de laquelle il veut rentrer dans son pays et regrendre les armes à la main le pouvoir qu'il a perdu par une révolution. Pour apprécier exactement le caractère et le but de cette expédition, dont s'entretient de nouveau et vivement l'ancien hôtel, il faut reprendre les choses d'un peu loin.

Au commencement de 1830, le général Juan-José Flores, du Venezuela, gouvernait l'antique présidence de Quito, où il réunissait tous les pouvoirs : militaire, législatif et administratif. A ce moment, Venezuela s'était séparé de la Colombie, et Bolivar, engagé pour l'Europe, étant mort à Santa-Marthe, Flores, son ami, proclama l'indépendance de l'Equateur, dont il fut nommé président pour quatre ans. Il est d'abord à barber comme de graves et nombreuses difficultés. La Nouvelle-Grenade prétendait que l'Equateur, tout à fait dans l'intérieur, dépendait d'elle, et Flores, pour éviter la guerre, dut céder à la force. Il fut, plus tard, forcé de faire face à une insurrection qui éclata dans le Sud, et qu'il réprima avec vigueur et habileté. Il s'occupa ensuite de l'administration intérieure, et ses efforts tendirent à développer les ressources du pays, à créer des communications faciles, à encourager l'agriculture et le commerce, et à mettre un terme aux dissensions civiles. Ce dernier but était le plus difficile à atteindre. Les partis qui s'étaient calmés un moment recommençaient alors avec plus de violence que jamais.

Flores se tint à l'écart, vivant au milieu des livres pour lesquels il semblait avoir renoncé aux affaires politiques. Il fut subitement arraché à ses loisirs littéraires par les provinces de Loja et de Manabi qui le nommèrent membre du sénat. Il en était le président, quand la législature de 1837, lorsqu'une insurrection éclata contre Roca fuerte. Flores réunit un corps de volontaires, marcha contre les insurgés, et rétablit l'ordre d'une manière si complète que Rocafuerte arriva sans encombre au terme de sa présidence en 1839. Quand le pays s'assembla pour choisir le nouveau président, la popularité de Flores était telle qu'il fut nommé à une très grande majorité.

Il se trouva bientôt aux prises avec une difficulté aussi grave qu'imprévue. Le parlement équatorial, convoqué pour la législature de 1841, annula l'élection de la majorité de ses membres, et la république se vit privée de ses représentans. Le conseil d'état, les tribunaux et les municipalités, consultés à ce sujet, décidèrent que le seul moyen de sortir d'embarras c'était de convoquer une nouvelle Convention qui emploierait la république d'être gouvernée par des autorités de fait. Cette décision, amenée par l'inspiration des journaux de l'opposition qui combattaient à outrance la constitution d'Ambato, ouvre d'une coterie, disaient-ils, et dont ils demandèrent la réforme conformément à l'un de ses articles. Flores, qui n'avait cessé de protester contre la marche suivie par le parti démocratique, convoqua la nouvelle congrès; mais, en même temps, il donna sa démission.

La convention qui s'assembla publia une nouvelle constitution et donna encore la magistrature suprême à Flores, qui crut cette fois plus sérieusement que jamais qu'il allait trouver dans sa popularité apparente, et en quelque sorte officielle, des élémens de paix et de durée. Son illusion, que les faits semblèrent confirmer d'abord, ne dura pas longtemps. Vicente Ramon Roca, président actuel de l'Equateur, se mit à la tête d'une insurrection qui éclata à Cuyaquil, au cri de : *Vive la liberté ! Mort aux étrangers !* Ce cri, s'appliquait clairement à Flores la cause, ou du moins à protexte des révolutions dont son arrivée au pouvoir avait toujours été le signal. Comme nous l'avons dit plus haut, Flores était de Venezuela, et il avait donné les meilleures positions dans l'Etat à des hommes dont l'Equateur n'était que la patrie adoptive. De là cette qualification d'étrangers qui était et qui est encore le cri de ralliement du parti démocratique, de tous les ennemis prétendus et de tous les adversaires politiques du général Flores, accusé d'aristocratie et de vouloir introduire dans la jeune république une espèce de système de féodalité.

Roca et ses amis s'étaient *prononcés* à point. C'était l'époque des pluies. Guayaquil, envahi alors par le débordement de son fleuve, reste pendant plusieurs mois séparé, comme une île, du reste du pays environnant. C'est ce qui empêcha le gouvernement d'Ambato de marcher immédiatement une telle armée protégée par les eaux, ce que défendaient, en outre, les vaisseaux de guerre dont les insurgés s'étaient emparés. Il se borna à réunir, non sans peine, un corps de troupes près d'Elvira, espèce de ferme située sur la rive gauche du Guayas. C'est là qu'encouragée par la supériorité que leur donnaient leurs vaisseaux et le grosse artillerie, les insurgés attaquèrent Flores. Mal leur en prit, car le combat leur coûta 600 hommes, morts ou blessés. Cet échec ne les ayant pas découragés, ils engagèrent une nouvelle action où ils furent également repoussés après des efforts acharnés et un feu qui dura sept heures. Convaincue alors de leur impuissance à rien faire par de telles luttes, ils mirent sur la défensive, attendant du temps et du désordre la victoire que les armes leur avaient refusée.

C'était bien calculer, et Roca profita, en habile homme, d'une position qu'il avait prise par prudence. Pendant que ses *lieutenans* travaillaient le pays au cri de : *Mort aux étrangers !* il négociait sérieusement avec Flores, dont l'attitude lui inspirait de sérieuses inquiétudes. La négociation n'était pas compliquée. Roca proposait à Flores de se démettre de la présidence, qui prononcerait à la place le titre de commandant en chef de l'armée.

"L'Equateur, *lui* écrivait-il, sait ce qu'il doit au général Flores, qu'il aime comme son fondateur et comme son héros ; mais, en sa qualité d'étranger, il ne peut conventionnellement occuper un premier emploi de la république. Il est urgent, d'ailleurs, de terminer la constitution dans un sens plus démocratique. Le mouvement révolutionnaire du pays ne peut insister aucun doute à cet égard." Roca, la chose était claire, voulait une répétition à son profit de ce qui était arrivé à Rocafuerte.

La réponse de Flores fut aussi courte que convenable. "L'insurrection, dit-il, ne m'inspire aucune crainte ; je l'ai toujours battue, et la démarche de son chef est la meilleure preuve de sa faiblesse et de son découragement. Partout, cependant, au désir de quelques factieux, abandonnerais-je la présidence ? La convention a eu le droit de m'élire, et j'ai eu, moi, celui d'accepter son mandat.... Maintenant, s'il ne s'agit plus de principes, mais de personnes ; si tout l'embarrasse, et si tout ce respect pour ma personne ne cachent qu'une opposition à l'exercice de mon autorité légale, je cette offre d'un pouvoir plus restreint, mais encore important, ne sert qu'à diminuer un projet de trahison future, source de nouveaux désordres et d'une nouvelle effusion de sang, je prouverai par ma conduite que j'ai encore amour pour ce pays, qui, s'il n'est pas celui de ma naissance, est celui de ma femme, de mes enfans, celui auquel ont été consacrés tous mes efforts et qui a reçu tous mes services."

Roca, franc jusqu'au cynisme, répondit qu'en effet il ne s'agissait pas de principes, mais de personnes ; que le but de la lutte était, pour lui, la présidence ; et, pour ses amis, les emplois occupés par des étrangers.

Flores n'hésita pas. Acceptant les propositions des insurgés, il signa un traité conçu sous le nom de *Traité d'Elvira*, qui mettait à l'abri de toute atteinte la vie et la propriété de tous ses partisans, après quoi il licencia ses troupes et quitta le pays.

Les insurgés devenus maîtres du pouvoir, ne surent pas se montrer dignes de tant de générosité. Valdivielso, riche propriétaire, qui avait remplacé Flores pendant que celui-ci était à Elvira, fut incarcéré, traité de parjure de fortes sommes au nouveau pouvoir, qui le condamna à l'exil. La même tyrannie frappa presque tous les partisans de Flores, dont la plus malheureuse fut le général Vendaëtti Otamendi, qu'on accusa, en second lieu, c'est la facilité avec laquelle les gaz s'échappent entre la balle et le canon de l'arme sans chasser la balle ; en troisième lieu, enfin, c'est le danger de voir rester dans l'arme le papier demi enflammé des cartouches, lequel ne manquerait pas de causer une explosion quand on chargerait de nouveau. M. Piobert dit en outre avoir vu les nouvelles substances fulminantes s'enflammer d'elles-mêmes dans l'étuve où on les séchait à la température de 100 degrés, ce qui serait encore une cause bien reelle de danger.

Le navire des Etats-Unis qui est entré à Pensacole le 5 et que l'on avait pris pour le *Boston*, n'est autre que la corvette *St. Mary*. C'est là ce qu'affirme le correspondant du Register de Mobile.

Candidats a la Présidence.—Plusieurs journaux whigs de l'Ohio recommandent vivement pour la prochaine candidature présidentielle l'honorable Th. Corwin, actuellement sénateur de l'Ohio au Congrès.

D'un autre coté une lettre d'Elwood Fisher, citoyen éminent du comté de Hamilton (Ohio), propose John C. Calhoun.

Vote populaire.—Le *Herald* de New-York fait un relevé du vote populaire dans les élections qui ont eu lieu récemment et le compare avec le même vote à l'élection présidentielle. En 1844, les dix-sept Etats qui viennent de voter, donnaient aux locofocos une majorité de 13,441 voix ; ils en donnent maintenant une de 21,803 aux whigs ; d'où il suit que ces derniers ont réalisé un gain de 35,314 voix. Le vote total dans ces 17 Etats a été cette année d'environ seize cent mille voix ; et se trouve de près de quatre cent mille voix inférieur à celui de l'élection présidentielle.

Malle du Sud.—A partir du 1er décembre, le service des bateaux à vapeur entre Philadelphie et Baltimore cesse pour l'hyver, et il ne reste plus maintenant que la communication par les chemins de fer, qui n'est ouverte que six mois sur douze. La malle en souffrira sans doute ; cependant on n'avait pas besoin de cela.

AMERIQUE DU SUD.

Expedition du General Flores.

Le général Flores a organisé en Espagne et il recrute en Angleterre une petite armée à la tête de laquelle il veut rentrer dans son pays et regrendre les armes à la main le pouvoir qu'il a perdu par une révolution. Pour apprécier exactement le caractère et le but de cette expédition, dont s'entretient de nouveau et vivement l'ancien hôtel, il faut reprendre les choses d'un peu loin.

Au commencement de 1830, le général Juan-José Flores, du Venezuela, gouvernait l'antique présidence de Quito, où il réunissait tous les pouvoirs : militaire, législatif et administratif. A ce moment, Venezuela s'était séparé de la Colombie, et Bolivar, engagé pour l'Europe, étant mort à Santa-Marthe, Flores, son ami, proclama l'indépendance de l'Equateur, dont il fut nommé président pour quatre ans. Il est d'abord à barber comme de graves et nombreuses difficultés. La Nouvelle-Grenade prétendait que l'Equateur, tout à fait dans l'intérieur, dépendait d'elle, et Flores, pour éviter la guerre, dut céder à la force. Il fut, plus tard, forcé de faire face à une insurrection qui éclata dans le Sud, et qu'il réprima avec vigueur et habileté. Il s'occupa ensuite de l'administration intérieure, et ses efforts tendirent à développer les ressources du pays, à créer des communications faciles, à encourager l'agriculture et le commerce, et à mettre un terme aux dissensions civiles. Ce dernier but était le plus difficile à atteindre. Les partis qui s'étaient calmés un moment recommençaient alors avec plus de violence que jamais.

Flores se tint à l'écart, vivant au milieu des livres pour lesquels il semblait avoir renoncé aux affaires politiques. Il fut subitement arraché à ses loisirs littéraires par les provinces de Loja et de Manabi qui le nommèrent membre du sénat. Il en était le président, quand la législature de 1837, lorsqu'une insurrection éclata contre Roca fuerte. Flores réunit un corps de volontaires, marcha contre les insurgés, et rétablit l'ordre d'une manière si complète que Rocafuerte arriva sans encombre au terme de sa présidence en 1839. Quand le pays s'assembla pour choisir le nouveau président, la popularité de Flores était telle qu'il fut nommé à une très grande majorité.

Il se trouva bientôt aux prises avec une difficulté aussi grave qu'imprévue. Le parlement équatorial, convoqué pour la législature de 1841, annula l'élection de la majorité de ses membres, et la république se vit privée de ses représentans. Le conseil d'état, les tribunaux et les municipalités, consultés à ce sujet, décidèrent que le seul moyen de sortir d'embarras c'était de convoquer une nouvelle Convention qui emploierait la république d'être gouvernée par des autorités de fait. Cette décision, amenée par l'inspiration des journaux de l'opposition qui combattaient à outrance la constitution d'Ambato, ouvre d'une coterie, disaient-ils, et dont ils demandèrent la réforme conformément à l'un de ses articles. Flores, qui n'avait cessé de protester contre la marche suivie par le parti démocratique, convoqua la nouvelle congrès; mais, en même temps, il donna sa démission.

La convention qui s'assembla publia une nouvelle constitution et donna encore la magistrature suprême à Flores, qui crut cette fois plus sérieusement que jamais qu'il allait trouver dans sa popularité apparente, et en quelque sorte officielle, des élémens de paix et de durée. Son illusion, que les faits semblèrent confirmer d'abord, ne dura pas longtemps. Vicente Ramon Roca, président actuel de l'Equateur, se mit à la tête d'une insurrection qui éclata à Cuyaquil, au cri de : *Vive la liberté ! Mort aux étrangers !* Ce cri, s'appliquait clairement à Flores la cause, ou du moins à protexte des révolutions dont son arrivée au pouvoir avait toujours été le signal. Comme nous l'avons dit plus haut, Flores était de Venezuela, et il avait donné les meilleures positions dans l'Etat à des hommes dont l'Equateur n'était que la patrie adoptive. De là cette qualification d'étrangers qui était et qui est encore le cri de ralliement du parti démocratique, de tous les ennemis prétendus et de tous les adversaires politiques du général Flores, accusé d'aristocratie et de vouloir introduire dans la jeune république une espèce de système de féodalité.

Roca et ses amis s'étaient *prononcés* à point. C'était l'époque des pluies. Guayaquil, envahi alors par le débordement de son fleuve, reste pendant plusieurs mois séparé, comme une île, du reste du pays environnant. C'est ce qui empêcha le gouvernement d'Ambato de marcher immédiatement une telle armée protégée par les eaux, ce que défendaient, en outre, les vaisseaux de guerre dont les insurgés s'étaient emparés. Il se borna à réunir, non sans peine, un corps de troupes près d'Elvira, espèce de ferme située sur la rive gauche du Guayas. C'est là qu'encouragée par la supériorité que leur donnaient leurs vaisseaux et le grosse artillerie, les insurgés attaquèrent Flores. Mal leur en prit, car le combat leur coûta 600 hommes, morts ou blessés. Cet échec ne les ayant pas découragés, ils engagèrent une nouvelle action où ils furent également repoussés après des efforts acharnés et un feu qui dura sept heures. Convaincue alors de leur impuissance à rien faire par de telles luttes, ils mirent sur la défensive, attendant du temps et du désordre la victoire que les armes leur avaient refusée.

C'était bien calculer, et Roca profita, en habile homme, d'une position qu'il avait prise par prudence. Pendant que ses *lieutenans* travaillaient le pays au cri de : *Mort aux étrangers !* il négociait sérieusement avec Flores, dont l'attitude lui inspirait de sérieuses inquiétudes. La négociation n'était pas compliquée. Roca proposait à Flores de se dém